

## Pesticides : un modèle qui nous est cher

**Dans les prochains mois, en particulier avec la présidence française de l'Union européenne et la volonté affichée d'Emmanuel Macron de porter une « initiative forte » sur les pesticides, ce sujet sera plus que jamais au cœur des débats. Les échéances ne manquent pas : objectif de réduction de 50% des pesticides, interdiction du glyphosate, fin des exports hors-UE des pesticides interdits d'usage... Pour éclairer la dimension économique – encore peu explorée – de ce sujet, le BASIC, le CCFD-Terre Solidaire et POLLINIS publient un rapport sur les coûts générés par le secteur des pesticides.**

Tandis que les bénéfices de ce secteur se concentrent entre les mains de quatre multinationales (Bayer, BASF, Corteva et Syngenta-ChemChina), les citoyens s'acquittent chaque année d'une facture considérable pour payer les coûts associés à leur usage. **Aujourd'hui, au sein de l'Union européenne, le secteur des pesticides coûte deux fois plus cher aux citoyens qu'il ne rapporte aux firmes qui les fabriquent et les commercialisent : 2,3 milliards d'euros directement attribuables aux pesticides et à la charge de la société en 2017<sup>1</sup>, contre 0,9 milliard d'euros de bénéfices nets réalisés par l'industrie la même année.**

Ainsi, l'Union européenne offre près d'un demi-milliard d'euros par an au secteur en réduction de TVA, tandis que le système agro-industriel auquel ils sont intrinsèquement associés ne tient pas ses principales promesses : la faim persiste, la malnutrition augmente et les revenus des agriculteurs restent insuffisants.

Malgré ce constat d'échec et la remise en question grandissante du modèle agricole intensif, les institutions continuent de soutenir les fabricants de pesticides et leur volonté d'imposer une 3ème révolution agricole. **Les leaders du secteur tentent en effet de se réinventer en développant « l'agriculture numérique » et les nouvelles technologies du génie génétique.** Cette évolution, coûteuse et dont les impacts sont trop peu documentés, repose sur l'utilisation intensive de ressources non-renouvelables et accentue la dépendance des agriculteurs vis-à-vis de leurs fournisseurs d'intrants.

De plus, derrière cette vision se cache une réalité moins reluisante pour le secteur : il repose de plus en plus sur son expansion à l'international et notamment **l'export, dans les pays en développement et émergents, de pesticides interdits en Europe** en raison de leur toxicité.

**Les résultats de cette étude confirment la nécessité d'une transition ambitieuse de nos systèmes agricoles et alimentaires,** qui permettrait de s'affranchir des pesticides et d'atteindre la souveraineté alimentaire, partout dans le monde. 2022 sera une année clé : aux représentants des Etats Membres de choisir entre un modèle coûteux et polluant concentré dans les mains de quelques industries, et une transition agroécologique permettant, entre autres, la sortie des pesticides défendue par plus d'un million de citoyens<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup>1,9 milliard de dépenses associées aux coûts de régulation, de dépollution de l'eau, d'émissions de GES et aux coûts des maladies professionnelles causées par les pesticides, plus 0,4 milliards de réduction de TVA

<sup>2</sup><https://www.savebeesandfarmers.eu/fr/>